

Création d'une PEP Et d'un PCI A La Maison d'arrêt de Reims

23 Boulevard Robespierre 51100 REIMS

C.C.T.P

Cahier des Clauses Techniques Particulières

LOT 10 – REVETEMENT DE SOLS SOUPLES

Maître d'Ouvrage :

**DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES
PÉNITENTIAIRES**

GRAND-EST – STRASBOURG

19 rue Eugène Delacroix
67035 STRASBOURG CEDEX 02



Maître d'Œuvre :

ATELIER G5

4, place d'Austerlitz
67000 STRASBOURG
Tel : 03.88.35.41.56



Bureau d'étude Structure

SEDIME SAS

6 rue de Bretagne
68390 SAUSHEIM
Tel : 03 89 46 87 60



Bureau d'étude Structure
Thermique et Fluides :

FIBE SAS

22 rue des Carrières
68350 BRUNSTATT DIDENHEIM
Tel : 03 89 60 75 61



Bureau de Contrôle :

EN COURS

Bureau SPS :

EN COURS

Document lu et approuvé par la société :

A, le

Cachet + Signature entreprise

SOMMAIRE

1.	REVETEMENTS DE SOL - PRESCRIPTIONS GENERALES	3
1.1.	DOCUMENTS DE REFERENCE.....	3
1.1.1	TEXTES LEGISLATIFS (MISE EN OEUVRE, CONSTRUCTION, HABITATION).....	3
1.1.2	TEXTES LEGISLATIFS (URBANISME, ENVIRONNEMENT)	3
1.1.3	TEXTES LEGISLATIFS (ACCESSIBILITE)	3
1.1.4	TEXTES LEGISLATIFS (SECURITE INCENDIE).....	4
1.1.5	TEXTES LEGISLATIFS (SANTE PUBLIQUE, SECURITE, TRAVAIL)	4
1.1.6	DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES	4
1.1.7	NORMES (CONCEPTION, PERFORMANCES, FABRICATION).....	5
1.1.8	NORMES (MISE EN OEUVRE, CONSTRUCTION, HABITATION)	5
1.1.9	GUIDES, PRESCRIPTIONS ET SOLUTIONS TECHNIQUES	5
1.1.10	CLASSEMENTS ET CERTIFICATIONS	6
1.1.11	RECOMMANDATIONS DE LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE	6
1.1.12	EMPLOI DE MATERIAUX ET PROCÉDÉS TRADITIONNELS.....	6
1.1.13	EMPLOI DE MATERIAUX ET PROCÉDÉS NON TRADITIONNELS	6
1.2.	QUALITÉ DES REVETEMENTS DE SOL	6
1.2.1	REVETEMENTS DE SOL.....	6
1.2.2	COLLES.....	6
1.3.	ÉCHANTILLONS	7
1.4.	ACCEPTATION DES SUPPORTS.....	7
1.5.	PLANIMÉTRIE.....	7
1.6.	MISE EN OEUVRE	7
1.7.	PROTECTION.....	7
1.8.	NETTOYAGE	7
1.9.	ENTRETIEN.....	7
1.10.	GARANTIES ANNUELLE ET DÉCENNALE	7
1.11.	TRAVAUX EN SOUS SECTION 4	7
2.	REVETEMENT DE SOLS SOUPLES– DESCRIPTION DES OUVRAGES	9
2.1.	RAGRÉAGE FIBRE	9
2.2.	REVÊTEMENT DE SOLS SOUPLE POUR POSTE DE TRAVAIL RENFORCÉ.....	9
2.3.	PLINTHES CHOQUE H= 15cm	10
2.4.	NEZ DE MARCHES.....	10
2.5.	BARRE DE SEUIL EN ALUMINIUM	10
2.6.	BANDES PODOTACTILES	10
2.7.	TAPIS D'ENTREE ENCASTREE DIM 120 x 100 CM	11

1. REVETEMENTS DE SOL - PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1. DOCUMENTS DE REFERENCE

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elles se trouveront être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions et/ou le(s) document(s) cité(s) aux paragraphes ci-dessous, avec les conventions suivantes :

- Lorsqu'un document (DTU, norme, etc.) est constitué de plusieurs parties ou comprend des compléments, modificatifs, amendements...seul est mentionné le nom générique du document ;
- La date mentionnée dans les documents renvoie à la dernière modification parue, qu'elle ait eu lieu dans le corps principal du document ou dans ses annexes.

1.1.1 TEXTES LEGISLATIFS (MISE EN OEUVRE, CONSTRUCTION, HABITATION)

- Circulaire n° 2004-UHC/QC2/13 du 28 juin 2004 relative à l'application des règles de construction et à la qualité technique de la construction (en France métropolitaine)
- Arrêté du 31 mai 1994 relatif au classement minimal des matériaux de revêtement des escaliers des lieux de travail

1.1.2 TEXTES LEGISLATIFS (URBANISME, ENVIRONNEMENT)

- Code de l'Environnement
- Code de l'Urbanisme
- Code Général des Collectivités territoriales
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique
- Circulaire conjointe n° 2000-5 - n° 2000-73 du 28 janvier 2000 relative à l'application de la réglementation acoustique dans les bâtiments d'habitation neufs
- Circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation
- Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé
- Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels
- Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement
- Arrêté du 18 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 15 janvier 2007 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics

1.1.3 TEXTES LEGISLATIFS (ACCESSIBILITE)

- Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R235-3-18 du Code du Travail
- Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 1er août 2006 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création
- Arrêté du 1er août 2006 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18 à R. 111-18-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction
- Arrêté du 26 février 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18-8 et R. 111-18-9 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet de travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination
- Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public
- Arrêté du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création
- Circulaire interministérielle n° 2007-53 du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation
- Arrêté du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18 à R. 111-18-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux

personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

- Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction
- Circulaire interministérielle n° 2007-53 du 30 novembre 2007 modifiée relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation - Annexes

1.1.4 TEXTES LEGISLATIFS (SECURITE INCENDIE)

- Arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement
- Arrêté du 4 novembre 1975 modifié relatif à la réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les établissements recevant du public
- Instruction technique du 1er décembre 1976 relative à la réglementation de l'utilisation de certains matériaux et produits dans les établissements recevant du public
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié et complété portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - Articles 1, 2 et 3
- Décret n° 90-43 du 9 janvier 1990 relatif aux mesures de sécurité applicables dans les établissements flottants ou bateaux stationnaires et les bateaux en stationnement sur les eaux intérieures recevant du public
- Arrêté du 9 janvier 1990 relatif aux mesures de sécurité applicables dans les établissements flottants ou bateaux stationnaires et les bateaux en stationnement sur les eaux intérieures recevant du public
- Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle
- Arrêté du 15 septembre 2006 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public relevant du ministère chargé de la culture

1.1.5 TEXTES LEGISLATIFS (SANTE PUBLIQUE, SECURITE, TRAVAIL)

- Code de la Santé Publique
- Code du Travail
- Décret n° 95-607 du 6 mai 1995 modifié fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil
- Circulaire n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil
- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- Circulaire n° 12 du 24 mai 2006 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et aux règles particulières à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
- Arrêté du 7 août 2008 relatif à la gestion du risque lié au radon dans les lieux de travail
- Décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 relatif aux équipements de travail et aux équipements de protection individuelle
- Décret n° 2010-1016 du 30 août 2010 relatif aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail
- Décret n° 2010-1018 du 30 août 2010 portant diverses dispositions relatives à la prévention des risques électriques dans les lieux de travail
- Arrêté du 30 août 1990 pris pour l'application de l'article R235-11 du Code du Travail et relatif à la correction acoustique des locaux de travail
- Arrêté du 5 août 1992 modifié pris pour l'application des articles R235-4-8 et R235-4-15 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail

1.1.6 DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES

- NF DTU 26.2 P1-1 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P14-201-1-1)
- NF DTU 53.2 P1-1 (avril 2007) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol PVC collés - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P62-203-1-1)
- NF DTU 54.1 P1-1 (janvier 2008) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P62-206-1-1)
- NF DTU 26.2 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P14-201-1-2)
- NF DTU 26.2 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Marchés privés - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P14-201-2)
- NF DTU 53.2 P1-2 (avril 2007) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sols PVC collés - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (CGM) (Indice de classement : P62-203-1-2)
- NF DTU 53.2 P2 (avril 2007) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol PVC collés - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P62-203-2)
- NF DTU 54.1 P1-2 (janvier 2008) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse - Partie 1-2 : Critères généraux de choix des matériaux (Indice de classement : P62-206-1-2)
- NF DTU 54.1 P2 (janvier 2008) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P62-206-2)

1.1.7 NORMES (CONCEPTION, PERFORMANCES, FABRICATION)

- NF ISO 15392 (décembre 2008) : Développement durable dans la construction - Principes généraux (Indice de classement : P01-051)
- NF P03-700 (décembre 2002) : Bâtiment - Marchés privés - Qualité des services associés aux prestations de travaux de bâtiment dans les marchés privés (Indice de classement : P03-700)
- P06-007 (septembre 1988) : Principes généraux de fiabilité des constructions - Liste des termes équivalents (Indice de classement : P06-007)
- X02-004 (août 1994) : Normes fondamentales - Noms et symboles des unités de mesure du système international d'unités (SI) (Indice de classement : X02-004)
- NF B57-050 (mars 1973) : Liège - Aggloméré pur absorbant acoustique en dalles - Caractéristiques (Indice de classement : B57-050)
- NF B57-051 (mars 1973) : Liège - Aggloméré composé absorbant acoustique en dalles - Caractéristiques (Indice de classement : B57-051)
- NF B57-052 (novembre 1973) : Liège - Agglomérés expansés purs thermiques - Caractéristiques, échantillonnage et emballage (Indice de classement : B57-052)
- NF B57-080 (juin 1977) : Liège - Dalles d'aggloméré pour revêtements de sol - Caractéristiques (Indice de classement : B57-080)
- XP P05-011 (octobre 2005) : Revêtements de sol - Classement des locaux en fonction de leur résistance à la glissance (Indice de classement : P05-011)
- P05-100 (septembre 1991) : Conditions d'usage normal d'un logement (Indice de classement : P05-100)
- P09-101 (septembre 1990) : Joints - Terminologie (Indice de classement : P09-101)
- NF EN 12466 (juin 1998) : Revêtements de sol résilients - Vocabulaire (Indice de classement : P62-000)
- NF EN ISO 11600 (mai 2004) : Construction immobilière - Produits pour joints - Classification et exigences pour les mastics + Amendement A1 (novembre 2011) (Indice de classement : P85-305)
- NF EN ISO 11064-3 (mai 2000) : Conception ergonomique des centres de commande - Partie 3 : Agencement de la salle de commande (Indice de classement : X35-400-3)
- NF EN 649 (juin 2011) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol homogènes et hétérogènes à base de polychlorure de vinyle - Spécifications (Indice de classement : P62-300)
- NF EN 651 (juin 2011) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur mousse - Spécifications (Indice de classement : P62-302)
- NF EN 652 (juin 2011) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur support à base de liège - Spécifications (Indice de classement : P62-303)
- NF EN ISO 26986 (février 2013) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol amortis à base de polychlorure de vinyle expansé - Spécifications (Indice de classement : P62-304)
- NF EN 687 (juillet 2011) : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif sur support en composition de liège (Indice de classement : P62-502)
- NF EN 688 (juillet 2011) : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum sur liège (Indice de classement : P62-503)

1.1.8 NORMES (MISE EN OEUVRE, CONSTRUCTION, HABITATION)

- NF EN 1817 (septembre 2010) : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse (Indice de classement : P62-201)
- NF EN 12199 (septembre 2010) : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc à relief (Indice de classement : P62-204)
- NF EN 650 (novembre 2012) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur support de jute ou de polyester avec envers en polychlorure de vinyle - Spécifications (Indice de classement : P62-301)
- NF EN 13413 (février 2002) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur semelle en fibre minérale - Spécifications (Indice de classement : P62-306)
- NF EN 12104 (novembre 2000) : Revêtements de sol résilients - Dalles en aggloméré de liège - Spécifications (Indice de classement : P62-403)
- NF EN 1816 (septembre 2010) : Revêtements de sol résilients - Spécifications des revêtements de sol homogènes et hétérogènes en caoutchouc lisse avec semelle en mousse (Indice de classement : P62-200)
- NF EN ISO 10874 (avril 2012) : Revêtements de sol résilients, textiles et stratifiés - Classification (Indice de classement : P62-133)
- NF EN ISO 10595 (février 2013) : Revêtements de sol résilients - Carreaux semi-flexibles/vinyle (VCT) en poly(chlorure de vinyle) - Spécifications (Indice de classement : P62-305)
- NF EN ISO 10582 (mars 2013) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol hétérogènes en poly(chlorure de vinyle) - Spécifications (Indice de classement : P62-312)
- NF EN ISO 10581 (février 2014) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol homogènes en poly(chlorure de vinyle) - Spécifications (Indice de classement : P62-313)
- NF EN ISO 24011 (mars 2013) : Revêtements de sol résilients - Spécifications pour le linoléum uni et décoratif (Indice de classement : P62-504)
- FD P18-464 (avril 2014) : Béton - Dispositions pour prévenir les phénomènes d'alcali-réaction (Indice de classement : P18-464)

1.1.9 GUIDES, PRESCRIPTIONS ET SOLUTIONS TECHNIQUES

- GS 12 : Guides pour la rénovation des revêtements de sol - Modificatif 1 (Cahiers du CSTB, Cahier 3170, novembre 1999)

- Guide technique : Sols à usage industriel - Aide à la conception et au choix - Classement I/MC des locaux - Classement performanciel P/MC des revêtements et des couches d'usure incorporées (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3577_v3, janvier 2010)
- GS 12 : Guide pour la rénovation des revêtements de sol : 2 - cas d'un nouveau revêtement plastique collé (Cahiers du CSTB, Cahier 2055-2, février 1986)
- Guide technique - Systèmes de revêtement de sol non traditionnels destinés à l'emploi dans les cuisines collectives (Cahiers du CSTB, Cahier 3484, octobre 2003)
- Exemples de solutions acoustiques - Réglementation Acoustique 2000 (Guide DGUHC, Solution acoustique 2002-001, mai 2002)
- GS 12 : Exécution des revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse - Rénovation - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3716, août 2012)

1.1.10 CLASSEMENTS ET CERTIFICATIONS

- Evaluation performancielle des sols industriels - Classement performanciel - P/MC - Référentiel technique (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3562, mars 2007)
- Certification CERTIFIE CSTB CERTIFIED des enduits de sol - Document de référence (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3640-V2, novembre 2012)
- Exécution des enduits de sols intérieurs pour la pose de revêtements de sol - Travaux neufs - Cahier des prescriptions techniques (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3634-V2, novembre 2012)
- GS 12 : Revêtements de sol - Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3509, novembre 2004)

1.1.11 RECOMMANDATIONS DE LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

- Recommandation de la CNAM R 389 - Chariots automoteurs de manutention à conducteur porté (Moniteur du 10 novembre 2000)
- Recommandation de la CNAM R 390 - Utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules (Moniteur du 8 juin 2001)
- Recommandation de la CNAM R 407 - Sécurité lors des interventions sur machines, appareils ou installations (Moniteur du 13 août 2004)

1.1.12 EMPLOI DE MATERIAUX ET PROCÉDÉS TRADITIONNELS

Pour les matériaux et procédés traditionnels, en cas de non-conformité aux règles précédentes, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit soit de faire recommencer les travaux, soit d'appliquer un rabais proportionnel.

1.1.13 EMPLOI DE MATERIAUX ET PROCÉDÉS NON TRADITIONNELS

L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux est subordonné :

- soit à un avis technique délivré par application de l'arrêté du 2 décembre 1969,
- soit à un accord expressément constaté des parties.

1.2. **QUALITÉ DES REVETEMENTS DE SOL**

1.2.1 REJETEMENTS DE SOL

Quel que soit le type de revêtement employé, l'utilisateur en exigera les qualités suivantes :

- Une bonne résistance aux compressions
- Une bonne résistance à l'abrasion
- Une bonne résistance à l'arrachement
- Une bonne stabilité dimensionnelle
- Une bonne conservation de coloris
- Une bonne résistance à la chaleur
- Une bonne résistance à l'eau
- L'absence d'odeur
- Une résistance aux salissures
- L'élimination rapide des charges électrostatiques
- Résistance à la brûlure de cigarette
- Un classement au feu correspondant à la réglementation en vigueur pour chaque type de local
- Les classements UPEC sont précisés au titre PRESCRIPTIONS PARTICULIERES ci-après.

1.2.2 COLLES

Les revêtements en dalles ou en lés, ne seront pas posés à l'aide de colle seules les plinthes pourront être posées à l'aide de colle préconisée par le fabricant et ayant fait l'objet d'un avis technique du CSTB Sur le chantier, aucun bidon ne devra être desserti s'il n'est pas en cours d'utilisation.

1.3. ÉCHANTILLONS

Les coloris des différents revêtements seront choisis par le Maître d'Œuvre. Pour permettre ce choix, l'entrepreneur devra fournir des échantillons, le cas échéant en provenance de plusieurs fabricants.

1.4. ACCEPTATION DES SUPPORTS

Les surfaces devant recevoir les revêtements devront être acceptés par l'entrepreneur. Faute d'avoir formulés ces réserves avant l'exécution des travaux, il sera entièrement responsable de la tenue et de l'aspect de ses ouvrages, sans pouvoir prétendre à dédommagement du fait du mauvais état des supports.

La pose des revêtements sera faite sur les surfaces de dalles de PVC existantes.

Par conséquent le support sera tel quel:

- Présenter une surface non lisse, avec creux et bosses.
- Etre sec et ne pas être exposé à des remontées ultérieures d'humidité

1.5. PLANIMÉTRIE

La planimétrie des ouvrages devra être parfaite. Les niveaux des surfaces finies devront correspondre avec les niveaux finis des pièces adjacentes, avec une tolérance de 5 mm quelle que soit la nature du matériau employé.

1.6. MISE EN OEUVRE

La pose sera effectuée après les peintures et toutes les précautions seront prises pour éviter les détériorations. La pose pourra se faire, soit avant celle des plinthes, soit après, mais aucun jeu ne sera toléré entre les plinthes et le sol. Toutes les pièces livrées à la pose des revêtements de sol devront être vitrées.

L'entrepreneur doit toutes les coupes nécessaires au droit des murs, cloisons, canalisations, huisseries, etc. La jonction de revêtement de sols différents ou de coloris différents sera effectuée à mi-feuillure des portes.

La surface des revêtements de sol ne doit présenter aucune poche, soufflure, irrégularité après pose. Les ajustages seront exécutés soigneusement avec une tolérance de 1 mm maximum. Les joints seront rectilignes et parfaitement fermés compte tenu des dilatations possibles des matériaux pendant le séchage des colles. Les flipots sont strictement interdits. Tout manquement à cette clause, entraînera le remplacement de la partie du revêtement de sol correspondante. L'existence d'un défaut entraînera la dépose, le nettoyage et le remplacement des parties défectueuses aux frais de l'entrepreneur du présent corps d'état.

1.7. PROTECTION

Une fois le revêtement terminé dans une pièce, l'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour en assurer la protection.

1.8. NETTOYAGE

À la fin de ses travaux, l'entrepreneur devra enlever tout son matériel, les matériaux en excédent, les déchets et débris provenant de ses travaux, et laisser les lieux dans un état de propreté parfaite.

1.9. ENTRETIEN

L'entrepreneur indiquera le mode d'entretien pour chacun des types de revêtements utilisés.

1.10. GARANTIES ANNUELLE ET DÉCENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale. Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine de la garantie décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

1.11. TRAVAUX EN SOUS SECTION 4

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier et donc adjudicatrices ainsi que leurs sous-traitants, doivent prendre connaissance du rapport amiante avant travaux.

Tous les travaux en relation avec des produits amiantés existants (voir rapport amiante avant travaux) et relevant, selon le décret n°2012-639 du 4 mai 2012, de travaux en sous-section 4, devront être soumis à un mode opératoire établi par l'entreprise intervenante et envoyé à l'inspection du travail 7 jours avant intervention. Ce protocole d'action devra être en conformité avec la dernière législation en vigueur.

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier et donc adjudicatives ainsi que leurs sous-traitants devront justifier de la formation de leurs personnels intervenant sur le chantier ainsi que de leurs agréments.

2. REVETEMENT DE SOLS SOUPLES– DESCRIPTION DES OUVRAGES

Il est rappelé que les quantités établies par l'équipe de Maîtrise d'Œuvre n'engagent pas sa responsabilité (circulaire du 09 Mars 1982) vis-à-vis des entreprises (ou envers le Maître d'Ouvrage) et ne sont données qu'à titre indicatif. Si l'entreprise considère ces quantités comme base de l'établissement de ses prix, elle engage sa responsabilité. Les entreprises devront donc vérifier les dimensions exactes des ouvrages qui sont décrits.

L'ensemble des travaux prévus au présent lot devra comprendre tous moyens et tous matériels propres à la réalisation complète du chantier ainsi que des mesures nécessaires en vue de l'exécution desdits travaux selon les règles de l'art et de la sécurité et notamment tous garde-fous, échafaudages et protections du personnel.

Au vu du milieu très contraint de l'intervention du site, il est rappelé à l'entreprise qu'aucun stockage sur le site est possible, y compris pour tout ce qui est des équipements de levage type nacelle. Les entreprises auront le devoir de ranger leur matériel quotidiennement en fin de journée. Il est pros crit tout équipement qui permet l'escalade d'un dé tenu sur le site sans surveillance.

Attention : Le projet se déroulant sur un site pénitentiaire il faudra dans la mesure du possible bannir les échafaudages sur pieds. L'utilisation de nacelles et d'échafaudages roulants sont préconisés mais feront l'objet de conditions strictes dictées par les responsables du site et sous couvert de la validation par le Département de Sécurité en Détention (DSD) de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP). Tous les engins, échafaudages, échelles, outils de quelque nature que ce soit devront faire l'objet d'une demande préalable et d'une autorisation d'accès. Ils devront être mis en sécurité aux conditions de l'établissement dès l'instant où ils ne seront pas utilisés. Si l'utilisation d'un échafaudage fixe est malgré tout nécessaire il faudra qu'il soit totalement sécurisé et rendu parfaitement inaccessible à quiconque en dehors des ouvriers effectuant les tâches pour lesquelles l'échafaudage aura été mis en place. Il devra être impossible de grimper dessus et devra donc disposer ; d'une porte verrouillée, de parois lisses indé montables sur au moins 2 niveaux et protégé par des concertinas et des épinoches anti-escalade. L'échafaudage devra également être mis sous alarme et vidéosurveillance. Le Cahier des Clauses de Sécurité (CCS) est une pièce contractuelle du marché qui présente dans les grandes lignes les conditions à respecter en termes de sécurité pénitentiaire et qui devra être signé par les titulaires ; Néanmoins il est à noter que les clauses du CCS ne sont pas exclusives et que l'établissement, DSD et la DISP peuvent à tout moment raffermir ces clauses ou tout simplement refuser ou demander le retrait des engins, échafaudages et échelles si les conditions de sécurités ne sont pas réunies ou si la situation le nécessite.

2.1. RAGRÉAGE FIBRE

Fourniture et pose d'un ragréage fibré comprenant :

- Toutes préparations des supports par nettoyage
- Tout primaire anti remonté humidité
- Tout primaire d'accrochage éventuel
- Tout ragréage fibré type P3 ou autres
- Epaisseur entre 1 mm et 30 mm
- Toutes poses pour rattrapage de planéité, après la mise en œuvre le sol doit être plane et de niveau
- Toutes sujétions de mise en œuvre
- Y compris toutes protections des supports et des lieux environnants,
- Y compris tous nettoyages, enlèvement et traitements à la déchèterie,

Mode de métré : m²

Localisation : Suivant plans, sous le revêtement souple

2.2. REVÊTEMENT DE SOLS SOUPLE POUR POSTE DE TRAVAIL RENFORCÉ

Fourniture et pose de revêtements PVC renforcé résistant à l'usure comprenant :

- Tous revêtement PVC compact multicouche, armaturé, non chargé groupe T d'abrasion, , en rouleau de 2 mètres de large.
- Sa couche d'usure a une épaisseur de 0.70mm et son épaisseur totale est de 2.00mm
- Il devra offrir une très bonne résistance au poinçonnement statique (0,03 mm) et apporte une isolation phonique de 8 dB.
- Il est composé de 27 % de matières minérales, de 26% de matières inépuisables. Il sera exempt de formaldéhyde, de métaux lourds et de CMR 1 & 2 ou vPvB (très persistantes et très bio accumulatives) ou PBT (persistantes, bio accumulatives et toxiques) ; les produits sont donc conformes à REACH.
- Les émissions dans l'air de TVOC à 28 jours (NF EN 16000) du revêtement sélectionné seront < 70 µg / m³ et seront classées A+ (la meilleure classe) dans le cadre de l'étiquetage sanitaire. Il est 100% recyclable et les chutes de pose peuvent être collectées et recyclées au travers du programme Seconde Vie.
- Il sera doté d'un traitement de surface doublement réticulé UV et laser, facilitant l'entretien et résistant aux taches laissées par des produits tels que la Bétadine et l'éosine (aqueuses et alcooliques), les solutions hydro alcooliques ou le marqueur. Il élimine toute métallisation ou entretien par méthode spray durant toute la durée de vie du produit.
- Revêtements souples en PVC, références et teinte au choix de l'Architecte selon gammes fournisseurs
- Toutes découpes, ajustements, soudures

- Toutes fixations par collage
- Certifié NF UPEC : U4P3E2/3C2
- Y compris toutes protections des supports et des lieux environnants,
- Y compris tous nettoyages, enlèvement et traitements à la déchèterie,
- Y compris toutes sujétions de mise en œuvre et de finition.

Mode de métré : m²

Localisation : Poste de travail renforcé, Poste de travail bureau, syndicat + Greffe

2.3. PLINTHES CHOQUE H= 15cm

Fourniture et pose plinthes PVC comprenant :

- Tous rattrapage du support si nécessaire par du mortier ou du plâtre
- Tous primaire d'accroche si le support est poreux
- Toutes plinthes grugeoir pour plinthes PVC pour le traitement des angles rentrants et sortants
- La pose se fera par clouage et collage par double encollage
- Toutes découpes et assemblage, notamment dans les coins
- Hauteur des plinthe h = 15 cm
- Toutes sujétions de mise en œuvre et de finitions
- Y compris toutes protections des supports et des lieux environnants,
- Y compris tous nettoyages, enlèvement et traitements à la déchèterie,

Mode de métré : ml

Localisation : En périphérie des pièces ayant du revêtement de sols souples

2.4. NEZ DE MARCHES

Fourniture et pose de nez de marche comprenant :

- Nez de marche contrastés visuellement, non glissants, sans débords excessif,
- Couleur au choix MOE sur catalogue fournisseur,
- Fixation au sol par colle bi-composants Époxy ou Polyuréthane ou autre proposition de l'entreprise pour validation MOE
- Résistance au feu M3 mini
- Y compris toutes protections des supports et des lieux environnants,
- Y compris tous nettoyages, enlèvement et traitements à la déchèterie,
- Y compris toutes sujétions de mise en œuvre et de finition.

Mode de métré : ml

Localisation : Sur nez de marches de l'escalier

2.5. BARRE DE SEUIL EN ALUMINIUM

Fourniture et pose de barre de seuil en aluminium comprenant :

- Toutes barre de seuil ou aluminium
- Mise en œuvre entre nouveau sol PVC et sol non changé ou changement de pièces
- Fixation au sol par colle bi-composants Époxy ou Polyuréthane et ou fixation mécanique
- Toutes découpes et ajustements
- Toutes protections et protection de l'environnement de travail
- Y compris toutes sujétions de mise en œuvre et de finitions
- Tous nettoyages du chantier et tous enlèvements à la déchetterie

Mode de métré : ml

Localisation : Au droit des portes

2.6. BANDES PODOTACTILES

Fourniture et pose de bande podotactile comprenant :

- Approvisionnement de bande podotactile en caoutchouc dimension 1000 x 420 mm épaisseur 7 mm
- Le relief doit minimum être de 5 mm de hauteur et de diam 25 mm
- Couleur au choix sur catalogue fournisseur
- Fixation au sol par colle bi-composants Époxy ou Polyuréthane
- Résistance au feu M3 mini
- Toutes protections et protection de l'environnement de travail
- Y compris toutes sujétions de mise en œuvre et de finitions
- Tous nettoyages du chantier et tous enlèvements à la déchetterie

Mode de métré : U

Localisation : Au droit de chaque volée de l'escalier intérieur PEP

2.7. TAPIS D'ENTREE ENCASTREE DIM 120 x 100 CM

Fourniture et pose de tapis d'entrée encastré comprenant :

- Tous cadres en cornière en aluminium à sceller dans le ragréage fibré ou la chape
- Tous tapis gratte-pieds pour trafic intense :
- Tous profilés en aluminium rigide, résistant au gauchissement + grattoir en aluminium en alternance
- Toutes entretoise en caoutchouc, écart entre profilés 4 mm
- base avec insert caoutchouc, isolant acoustique et antidérapant
 - o surface en REPS en fibre de polypropylène (1 700 g/m²), résistant aux UV et à l'usure
- réaction au feu : Euroclasse CF1-S1
- tapis conforme à la réglementation PMR
- Toutes protections et protection de l'environnement de travail
- Y compris toutes sujétions de mise en œuvre et de finitions
- Tous nettoyages du chantier et tous enlèvements à la déchetterie

Mode de métré : U

Localisation : Au droit de chaque entrée

Document lu et approuvé par la société :

A, le

Signature + tampon :